

▶ Quel héritage voulons-nous laisser aux générations futures.

Monsieur le Maire et Président de la communauté d'agglomération, François Cornut Gentille, a organisé un débat – conférence sur CIGEO le 2 juin dernier. Félicitons-nous de la réponse positive donnée aux élus de l'agglomération qui souhaitaient être informés ainsi que de l'ouverture de la réunion à tous les conseillers municipaux du territoire. Par contre, nous regrettons que tous ne se soient pas sentis concernés !

À ce rendez-vous, la prestation des orateurs fut de qualité : Bertrand Thuillier, scientifique local reconnu, et Frédéric Plas, Directeur études et recherches de l'ANDRA.

Bien sûr, les interventions furent de haut niveau, parfois très techniques, toujours explicatives et le plus pédagogiques possible. Il est probable qu'un débat aurait pu satisfaire certains participants. Mais il faut admettre que le fait d'avoir écouté le point de vue de chacun, et ce successivement, a donné une sérénité à l'échange que nous n'aurions pas eu autrement.

Les grandes questions de Bertrand Thuillier :

- Un entreposage tampon est-il prévu ?
- Qu'est-il prévu pour les combustibles usés ?
- Quel traitement pour les dégagements d'hydrogène ?
- Quid des rejets gazeux radioactifs ?
- Quelle analyse pour les risques globaux d'explosion et d'incendie ?
- Quels sont les résultats des tests effectués pour la solution de scellements ?
- Quelle récupération des colis est envisageable ?

Synthèse de la réponse de Frédéric Plas :

L'ANDRA est une agence de services créée à l'initiative des parlementaires, c'est donc le projet de la Nation. En 2006, le Parlement a jugé que le stockage était une bonne solution et la réversibilité est au centre de la gouvernance du projet.

Au-delà des réponses données sur les différents points évoqués, Frédéric Plas a rappelé que chaque étape du projet donne lieu à une évaluation et à un accord de l'ASN (Agence de sûreté nucléaire). 2016 a porté essentiellement sur les deux dossiers d'options de sûreté.

Mon avis :

Nombreux aspects scientifiques ont été évoqués. Tous n'ont pas été traités : par exemple ceux des transports, des équipements ferroviaires et routiers locaux, de l'emploi pour les populations locales, des risques sanitaires pour la faune et la flore mais aussi pour les humains. Quelles études sur l'impact économique, sur nos richesses thermales et sur le Champagne ?

J'entends quelquefois parler de référendum local. Quelle aberration quand on pense aux risques encourus pour l'Ile-de-France et le Grand Est. S'il devait y avoir référendum, il ne peut être que national.

Les questions restent posées : les choix d'aujourd'hui seront-ils toujours pertinents et pérennes pour nos générations futures ? Donnons-leur un degré de liberté et faisons confiance aux progrès de la recherche.

N'enfouissons pas nos déchets tant que toutes les réponses aux questions posées ne sont pas tranchées. Prenons exemple sur nos voisins, sachons reculer tant qu'il est encore temps.

Nicole SAMOUR, Élu(e) Parti socialiste

▶ SAUVONS NOTRE HOPITAL PUBLIC DE SAINT-DIZIER DER ET BLAISE

Respectueux de sa diversité citoyenne, notre groupe d'élus a décidé de publier la pétition du collectif pluraliste « SAUVONS NOTRE HOPITAL PUBLIC DE SAINT-DIZIER DER ET BLAISE »

Collectif d'Action et de Défense de l'Hôpital Public et des Patients de SAINT-DIZIER, DER ET BLAISE

Depuis 30 ans, jusqu'à ce jour, les gouvernements successifs ont encouragé la marchandisation de la santé, au détriment du SERVICE PUBLIC et au bénéfice de grands groupes privés.

Notre Hôpital de SAINT-DIZIER et ses missions de service public sont menacés par la nouvelle cartographie de santé. Les 49 suppressions de postes ont aggravé la souffrance physique et morale des personnels. Notre Hôpital est le mieux équipé du Triangle et bien au-delà : réanimation, soins intensifs, maternité, blocs opératoires, etc. Après y avoir investi 100 millions d'euros, l'Etat doit confirmer son choix de SAINT-DIZIER comme Hôpital Référent.

Nos populations seraient assurées de garder cet établissement Public de soins de proximité, de qualité et du droit à la santé pour tous. Le mutisme et l'inaction de F. CORNUT GENTILLE (Député Maire de SAINT-DIZIER et Président du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier) sont inacceptables. Il y a urgence à se mobiliser. La décision doit être prise pour le 30 juin prochain. Nous avons tous besoin de l'Hôpital. Aujourd'hui l'Hôpital a besoin de vous.

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION. NOS POPULATIONS DOIVENT FAIRE BLOC AVEC NOTRE HÔPITAL PUBLIC

Jean Luc BOUZON

Saliha AYADI

Jean Luc AMELON

email: jeanluc.bouzon@wanadoo.fr